

Lettre ouverte (2^e) à Monsieur Emmanuel MACRON, Président de la République Française

Nord Ardèche, ce samedi 28 décembre 2019 (cinquante-huitième semaine du mouvement national des gilets jaunes et vingt-troisième jour du mouvement interprofessionnel national de grève contre votre projet de réforme des retraites)

Monsieur le Président,

Je tiens tout d'abord à saluer votre obstination, tant dans la négation des évidentes dérives de votre gouvernance -il n'est pire sourd que celui qui ne veut pas entendre ; de pire aveugle que celui qui ne veut pas voir- que dans votre persistance à vouloir appliquer quoiqu'il en coûte les consignes strictes de vos maîtres à penser, et à dépenser.

Si je m'adresse une nouvelle fois à vous, c'est que depuis l'année dernière la situation ne cesse, encore et encore, de se dégrader. Je ne me réfère pas à celle de vos richissimes amis qui n'ont jamais connu une telle envolée de fortune, mais bien à celle d'une majorité de Français, et notamment des plus faibles d'entre eux -ceux qui boivent de la bière et mangent avec les doigts.

Continuer de faire peser sur ceux-là -toujours les mêmes- le coût vertigineux des impérities de vos prédécesseurs et les conséquences de vos choix tout autant discutables, leur est devenu absolument insupportable ; tout autant que les discours lénifiants destinés à les tromper. Leur faire croire que la situation désastreuse de l'économie de notre pays et notamment de notre système de protection sociale serait de leur seul fait relève du mensonge éhonté. C'est faire insulte à leur intelligence. C'est faire preuve d'un indécorable mépris.

Auriez-vous par hasard oublié -eux, non- le milliard d'euros que la très contestable campagne de vaccination contre la grippe initiée par Mme Bachelot a coûté à la sécurité sociale, pour le plus grand bénéfice des laboratoires pharmaceutiques ? Que sont les 100 000 000 000 (cent milliards) d'euros du CICE devenus ? car même en retenant le chiffre fantaisiste d'un million d'emplois créés, cela fait cher le CDD. Je ne doute pas que la Cour des Comptes ne tardera pas à nous régaler d'un audit à ce sujet. En termes de ruissellement, peut-être aurait-il mieux valu éviter les intermédiaires patronaux -par trop gourmands- et verser directement ces sommes aux chômeurs ? Nous ne sommes ni des amnésiques, ni des idiots.

Les déficits -réels ou supposés- de la sécurité sociale et des caisses de retraite est surtout le fait du non respect, année après année, par l'État de ses engagements : les cotisations que l'État -en sa qualité d'employeur- n'a jamais versées aux caisses de sécurité sociale, les cotisations des entreprises sans cesse 'allégées' qu'il n'a jamais compensées, la soumission veule de la France aux diktats de l'UE dans le cadre de la monnaie unique et du traître Traité de Lisbonne. Faire croire que certains salariés seraient favorisés par des régimes spéciaux de retraite trop généreux et inégalitaires, alors même que ceux-ci découlent historiquement de luttes sociales et de négociations longues et parfois difficiles, relève du négationnisme social.

Faire croire que la dégradation des services publics viendrait des seuls fonctionnaires -qui seraient trop nombreux- relève de la même supercherie, tant il est de plus en plus évident qu'elle résulte d'un choix délibéré de casse sociale programmée au plan mondial.

La notion de rentabilité, à marche forcée, l'ouverture à la 'libre' concurrence et la privatisation de pans entiers de notre économie, a supplanté la notion même de service. Sans parler du récent détricotage du Code du Travail. La 'décentralisation' qui s'est traduite par un transfert d'obligations -sans compensation exacte de moyens- de l'État vers les collectivités territoriales, n'a fait qu'accentuer les inégalités au plan territorial.

La fracture sociale actuelle résulte globalement du non respect par l'État - à travers ses représentants- de la parole donnée ; au fait qu'à tous niveaux, les élus successifs ont trahi les principes fondamentaux 'par le peuple, pour le peuple' au détriment du peuple.

Votre projet de réforme des retraites n'est que la poursuite de la dégradation amorcée en 2003 par celle du gouvernement Raffarin/Fillon -qui promis/juré/craché devait tout résoudre. La

décote annoncée comme ne devant s'appliquer qu'à partir de 2027 est déjà effective, notamment pour les fonctionnaires, depuis plus de dix ans. Fonctionnaires qui au départ avaient pourtant conclu un contrat avec l'État.

Un exemple -parmi tant d'autres- à méditer par M. Blanquer, votre ministre de l'éducation nationale : celui de cet instituteur public qui dans les années '70 s'était engagé à travailler 37,5 années pour bénéficier d'une retraite complète. Après l'entrée en application de la réforme Fillon de 2003, il était désormais tenu de travailler jusqu'à 62 ans, indépendamment du nombre d'annuités. Pour le commun des mortels, un contrat est un contrat ; mais apparemment pour ceux que l'on conclut avec l'État, ce dernier se réserve pleinement le droit d'en modifier les clauses de façon unilatérale. Lorsqu'au terme de 37,5 ans, à l'âge de 56 ans, il a fait valoir ses droits de départ à la retraite, il s'est vu appliquer une décote de 30% du montant de la pension de retraite dont il aurait dû bénéficier (correspondant à un manque à gagner de plus ou moins 500 euros mensuels, compte-tenu du niveau de salaire résultant des gels successifs des points d'indice et de la non-revalorisation). De quoi inspirer la confiance la plus aveugle.

En l'état actuel des choses, s'il venait à disparaître, du moins sa compagne pourrait-elle bénéficier d'une réversion de 50 % de cette pension à partir de 55 ans.

Si votre projet de réforme venait à être adopté, cela ne serait assurément pas le cas.

Dans vingt ans, vu le maintien complètement artificiel d'un chômage systémique et une évolution des salaires plombée par la dernière Loi travail -sans oublier l'impact de l'immigration économique générée par les conflits militaires à l'étranger-, il est plus que vraisemblable que les salariés dont la carrière serait complète se compteront sur les doigts d'une main ; il est plus que vraisemblable qu'une nouvelle réforme viendra encore rogner les droits tout en repoussant encore l'âge de la retraite (au sein du sacro-saint modèle étasunien, il n'est pas rare de rencontrer des travailleurs de 80 ans ou plus). Il est aussi plus que vraisemblable que les fonds d'épargne retraite par capitalisation subissent les aléas de la spéculation -voire faillite boursière- (Enron ? Ça parle encore à quelqu'un?)

Au-delà de ce projet de réforme aberrant, le terrorisme -il convient d'appeler un chat un chat- fiscal continue de faire ses ravages. Les prix ne cessent d'augmenter, qu'il s'agisse des tarifs de l'énergie, des frais bancaires ou des biens de première nécessité, grevés par les taxes diverses et variées, dont la TVA demeure incontestablement la plus inégalitaire. Alors même qu'en parallèle, les allocations sociales (APL, indemnités de chômage, allocations adultes handicapés...) et les revenus de l'épargne populaire ne cessent de se réduire comme peau de chagrin.

Le hold-up généralisé sur les revenus des plus précaires continue de s'amplifier au profit de financiers sans scrupules. Grâce à la complicité indéfectible de votre gouvernement et de vos partisans. La spoliation prochaine des réserves de l'assurance-vie au profit des compagnies privées d'assurance en est un parfait exemple.

Ce n'est pas en faisant disparaître comme par magie l'observatoire de la pauvreté que l'on résout le problème de la pauvreté, on cache juste la merde au chat sans parvenir à faire disparaître l'odeur.

Ce n'est pas en niant l'existence de l'opposition croissante à votre politique à coups d'intimidation, de LBD et de gaz lacrymogènes que vous la ferez taire. Sur ce dernier point, on ne peut que saluer les efforts de divers membres de votre gouvernement et partisans dans la réinstauration du délit d'opinion ainsi que dans la banalisation de l'utilisation de plus en plus massive et disproportionnée d'armes de guerre pourtant interdites par la Convention de Genève contre les manifestants voire les simples observateurs ; sans oublier l'infusion d'un sentiment d'impunité et de toute-puissance au sein des agents des forces de l'ordre au moment-même où les actes suicidaires se succèdent à un rythme effrayant parmi ces personnels déchirés entre l'obéissance à des ordres abscons et la dégradation de leurs propres condition de travail et de vie. On ne saurait être trop prudent. D'autant moins que nonobstant une propagande médiatique qu'un Goebbels lui-même n'aurait pas reniée, les promesses électorales -mensonges qui n'engagent à l'évidence que ceux qui y croient encore- tout autant que votre crédibilité semblent désormais faire long feu.

Depuis cinquante-huit semaines, les Gilets Jaunes dénoncent tout cela -malgré les insultes et les attaques infondées et répétées, ils sont toujours là-, rejoints depuis trois semaines par de nombreux autres manifestants -fonctionnaires, salariés, retraités, étudiants, chômeurs- dans la contestation de ce système capitaliste inhumain.

Le vent se lève.

Pour vous, comme pour votre gouvernement, il est grand temps de redescendre de votre petit nuage de neige artificielle, de constater l'étendue de votre vanité et d'assumer pleinement les conséquences de vos actes. Tôt ou tard, plutôt tôt que tard, vous serez amenés à en répondre.

Dans cette attente, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération pour la fonction que vous exercez, teintée de ma profonde déception quant à l'image chaque jour plus discutable que vous persistez à en donner

Sonia, Gilet Jaune en Nord Ardèche.